

PARIS, le 4 Fevrier 1948

Monsieur J. DELALANDE
Ministre Plenipotentiaire
MINISTERE des AFFAIRES ETRANGERES
37, Quai d'Orsay
PARIS 7^{ème}

Mon cher Ministre,

Je vous remercie beaucoup de votre tres aimable lettre du janvier au sujet de la demande de visa faite à Madrid par la famille de mon ami Mr. Moreno Laquia (Madame Castro de Moreno et leurs enfants).

Je viens d'apprendre par une lettre de Madrid que Madame Moreno a été convoquée au Consulat de France à Madrid, où l'on lui communiqué que sa demande a été envoyée à Paris (dossiers 29 et 30 de 1948).

Comme vous avez eu la gentillesse de me faire savoir que les services compétents avaient déjà autorise ces visas, je vous serai très reconnaissant de bien vouloir intervenir à nouveau à fin de ne plus retarder l'issue favorable de cette affaire, qui est très urgente puisque mon ami M. Moreno Laquia doit partir pour le Mexique avec sa famille, des qu'il l'aura rejointe.

Mr. Ortega Costa vous en parlera probablement aussi de ce cas.

Avec tous mes remerciements, je vous prie, cher Ministre, d'agreer l'assurance de mes sentiments très amicaux

Manuel de Irujo

2

Paris, le 15 janvier 1948,

Monsieur J. D E L A L A N D E
Ministre Plénipotentiaire
MINISTÈRE des AFFAIRES ÉTRANGÈRES
37 Quai d'Orsay - P A R I S 7ème

Mon cher Ami,

Je vous remercie vivement de votre aimable lettre du 6 janvier courant, que je viens de lire, à mon retour de Londres.

J'ai fait part à M. Moreno Lagua des bonnes nouvelles que vous avez bien voulu me transmettre à propos de son affaire.

Je vous promets, cher Ami, de continuer à vous ennuyer au cours de l'année 1948, comme je l'ai fait l'année dernière. Vous en êtes d'ailleurs le responsable, car votre accueil encourage l'importunité.

En vous remerciant tout particulièrement de vos aimables attentions, je vous adresse mes plus cordiales salutations,

Manuel de Irujo

3

Mon cher Ministre

Je vous remercie beaucoup de votre
très aimable lettre du 5 Janvier au sujet de
la demande de visa faite à Madrid
par la famille de mon ami M. Moreno ^(Lago)
(Madame Castro de Moreno et leurs
enfants).

Je d'apprends
~~ce~~ ~~par~~ ~~une~~ ~~lettre~~ ~~de~~ ~~Madrid~~ ~~que~~ ~~Madame~~ ~~Moreno~~
a été convoquée au Consulat de
France à Madrid, où l'on lui a communi-
qué que ^{sa} demande ~~avait~~ ^{avait} été ~~vue~~
rapportée envoyée à Paris (dossiers 29
et 30 de 1948).

Comme vous avez en la gentillesse
de me faire savoir que les services com-
pétents du Ministère avaient déjà auto-
risé ces visas, je vous serai très ~~re-~~
reconnaissant de bien vouloir intervenir
à nouveau à fin de ne plus retarder

l'issue favorable de cette affaire, qui
est très urgente, puisque mon ami
M. Moreau ^{dit} partir pour le Mé-
xique ^{avec sa famille} et l'aura rejointe.

Avec mes vifs remerciements
M. Ortega Costa vous en parlera pro-
bablement avant de le cas.

Avec mes vifs remerciements, je
vous prie, de mon cher Monsieur,
~~de~~ d'agréer l'assurance de mes
sentiments très amicaux.

JD/RS

Ministère
des
Affaires Etrangères

4

Paris, le 6 janvier 1948

Mon cher Ami,

Veillez en ce début d'année accepter les vœux bien sincères que je forme pour vous et votre pays.

Vous savez que c'est toujours avec un vif plaisir que je reçois vos lettres. Vous ne m'écrivez pas assez souvent.

En ce qui concerne la famille de votre ami, Monsieur Moreno Lagüia, le nécessaire a été fait comme je vous l'avais dit oralement : Madrid a été invité à délivrer les visas demandés.

Bien cordialement à vous, mon cher Ami.

Son Excellence
Monsieur Manuel de IRUJO
11 avenue Marceau
PARIS

Paris, le 17 décembre 1947

A Son Excellence Mr. Delalande
Paris

Mon cher ami,

Je me permets vous déranger une autre fois au sujet de mon ami M. Moreno Lagua, Chef des Services Techniques du Ministère de Justice de la République Espagnole.

Il y a quelque temps - à peu près les premiers jours d'octobre- je vous envoyais une demande, pourvue d'une attestation médicale, avec le but que M. Moreno pouvait faire venir sa femme et ses enfants qui sont en Espagne. J'ai bien reçu votre aimable réponse en me disant que le tout était sur le bon chemin.

Aujourd'hui, nous venons de recevoir une lettre de Madame Moreno, écrite à Madrid, en nous faissant savoir qu'au Consular Général de la France à Madrid, au moment de présenter leur passeport, on lui a dit qu'il fallait que son mari fisse la demande au Ministère d'Affaires Etrangères à Paris. Mais comme elle en était déjà faite depuis deux mois et demi je me permets, mon cher ami, de vous déranger de nouveau à fin de que M. Moreno puisse rejoindre sa famille et j'en suis sûr que vous ferez de votre mieux. Il y a onze ans qu'il est en separation et aujourd'hui malade, en train d'être operé, d'après attestation, je crois que c'est de justice de faire quelque chose à son sujet.

En cas qu'il aura besoin de payer telegramme ou quelque autre chose bureaucratique, je vous prie de me faire savoir.

Vraiment je m'excuse et je vous prie d'accepter la sincerité de mes meilleurs amitiés.

Manuel de Irujo

Paris, le 7 octobre 1947

A son Excellence
M; le Ministre Plenipotentiaire
J. Delalande
Paris

Cher ami,

Je me permets vous remettre demande sollicitée par le Chef des S rvices Techniques du Ministère de la Justice du Gouvernement de la République Espagnole.

J'en suis sur que vous saurez comprendre, une fois lu, la juste demande de M. Moreno Lagua, intellectuel doué d'un grand esprit de sacrifice pour la cause de la République. Pendant mon Ministère il a agi avec un devouement vraiment louable et je n'ai qu'à le considérer comme un ami.

Une fois de plus, je vous envoie mes remerciements les plus sincères.

7

Paris, le 3 octobre 1947

Mr. Delalande
Paris

Cher Monsieur et ami,

Une fois de plus je viens vous déranger, mais j'ai confiance à votre amabilité si large toujours.

Ma cousine-germaine ISABEL DE EPALZA ARANZADI, mère religieuse de la Congrégation du Sacre Coeur, demeurant en Espagne, a sollicité des autorités françaises l'autorisation d'un visa que lui permette entrer en France, pays dont elle a été destinée par son Ordre, nomment Toulouse.

Toute la famille de ma cousine est en France de puis le debut de la guerre civil espagnole: ce sont des personnes entièrement antifranquistes, et même elle a eu des derangements qu'ont pu être soulages pour y être religieuse.

Le visa, lui permettra de quitter definitivement l'Espagne franquiste, dont elle a souvent des craintes bien justifiées.

C'est la direction des Conventions Administratives de votre Ministère, qui est chargée de donner les ordres nécessaires à Mr. le Consul de Saint Sebastien (Espagne) pour que le visa soit accordé.

Si je me permets vous écrire à ce sujet, n'est pas seulement que parce qu'elle est ma cousine, mais surtout parce qu'il sont -autant elle que ses parents- des gens nettement anti-franquistes. Si l'autorisation est accordée, je suis sur que nous ferons une oeuvre humanitaire.

En vous remerciant à l'avance, je vous prie d'agréer l'assurance de mes meilleurs amitiés.

Paris, le 29 Août 1947

Mr. Delalande
Paris

Mon très cher ami,

Le 8 Septembre, c'est à dire le mois prochain, j'ai besoin
d'être à Montreux a une conference Interparlementaire.

Je vous remercierai très sincerement, si vous pouvez faire
vos possibles pour m'obtenir mon visa, avec le but de demander sitôt la per-
mission d'entrées en Suisse.

Avec mes meilleurs amitiés,

9

Paris, le 16 aout 1947

A son Excellence Mr. Delalande
Ministre auprès du Gouvernement
de la République Espagnole
Paris

Excellence,

Je vous envoie ci-joint mon "Certificate of Identiti"
pour prorroyer sa validité avec un visa pour l'Angleterre.

Je m'excuse de vous deranger à ce moment-là.

A l'occasion, recevez après mes sincère remerciements
l'assurance de mes meilleurs sentiments

Monsieur Delalande
Ministre Plenipotentiaire

Monsieur le Minisstre Plenipotentiaire et cher Ami,

Tengo el gusto de confirmarle mi carta de ayer peron sin esperar su respuesta, me veo obligado a solicitar vuestra intervenció en un asunto utgente.

El Gobierno vasco me encarga solicitar por intermedio de Vd. la exención de derechos de aduanas para la importación de:

l màquina duplicadora, con equipofpto y accesorios correspondientes que dicho Gobierno importa de los Estados Unidos para su propaganda en la lucha antifranquista.

Esta expedición està compuesta de 4 cajas, Marcas G.B. 54-57 consignadas a nombre de: ~~S~~OUVERNEMENT BASQUE - 11, Avenue Marceau - PARIS 16 por el S/S. "OCEAN LIBERTY"

Consignatario: CONSORTIUM MARITIME FRANCO-AMERICAIN - 142 Boulevard Strasbourg - LE HAVRE.

Bill of Lading (Conocimiento) n.528

Las cajas han sido embarcadas en New-York el 9 Julio 1947

Peso: 1117 libras.

Al suplicar a Vd. tenga a bien recabar de los servicios oportunos la exención de derechos a que hago alusión, tengo la seguridad de que rendirà Vd. con ello un servicio muy estimable a sus buenos amigos vascos.

Veillez agréer, Mr. Le Ministre Plenipotentiaire et cher Ami, avec mes remerciements très sincères, l'assurance de ma consideration très distinguée

Manuel de Irujo

LIGUE INTERNATIONALE DES AMIS DES BASQUES

SECTION FRANÇAISE

Tél. : PAS. 67 - 56

11, AVENUE MARCEAU

Ch. Postaux : Paris 1786.48

PARIS (XVI)

COMITE DE SECOURS AUX BASQUES

Président d'Honneur fondateur
S. E. le Cardinal VERDIER †

Comité d'Honneur :

M. le Président HERRIOT
M. CHAMPETIER DE RIBES, ancien ministre
Mgr. FELTIN, archevêque de Bordeaux
Madame G. MALATERRE-SELLIER

Président : Mgr. C. MATHIEU, évêque de Dax

Vice-Président : M. JACQUES MARITAIN,
ambassadeur de France

Trésorier : M. CLAUDE BOURDET

COMITE DES INTERETS GENERAUX

D'EUZKADI

Président : M. FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

Vice-Président : M. RAYMOND LAURENT,
député

Trésorier : M. MARCEL POIMBEUF
délégué à l'Assemblée Consultative

Trésorier adjoint : M^e LARROUYET

Membres :

MM. PHILIPPE SERRE, GASTON TESSIER,
GEORGES LACOMBE,
FRANCISQUE GAY,
MAURICE LACROIX, etc.

Secrétaire Général des deux Comités :
M. ERNEST PEZET, député

Secrétaire adjointe : Mlle LAMBLIN,
conseillère municipale de Paris.

11
Paris le 28 Juillet 1947

A Son Excellence
Monsieur Delalande
Paris.

Excellence,

Il serait pour moi un grand plaisir pouvoir vous présenter deux de nos députés basques qui demeurent à Paris et sont aussi liés à mes activités.

A ce sujet, je me permets vous écrire, en vous remerciant à l'avance, par si vous voudriez bien venir déjeuner avec nous le jour que vous estimerez le mieux.

A l'occasion je vous transmet, Excellence, la preuve de mes sentiments les plus sincères,

Paris, 10 de junio de 1947

Mr. L. Vasse
80, rue de Lille
PARIS

Mi querido amigo:

Le confirmo mi conversación telefónica al propio tiempo que le adjunto copias en francés y en español de la Orden de este Ministerio.

El origen de esta Orden Ministerial tuvo por motivo una comunicación del Gabinete del Prefecto de Haut Garonne de fecha 9 de mayo de 1947 que dice así:

"Me tomo la libertad de distraer su atención para manifestarle que siendo frecuentes los casos de españoles refugiados, que a pesar de estar legalmente casados en España, vuelven a contraer de nuevo matrimonio "inclusive con francesas", presentando para ello certificados extendidos por el Consulado Franquista de Toulouse en los que manifiestan textualmente: **QUE LOS MATRIMONIOS CIVILES EFECTUADOS EN ZONA REPUBLICANA, DURANTE EL PERIODO DE LA GUERRA DE NUESTRA PATRIA NO TIENEN VALIDEZ!**"

Comprenderá Vd. el interés que para todos tiene el que se establezca en este asunto una norma de moralidad, impidiendo hasta donde sea posible, que pueda darse apariencia de legalidad a un régimen de bigamia, que es a lo que aspiran los consulados franquistas.

Atentamente le saluda

13

Paris, 6 de junio de 1947

Mr. L. Vasse
Paris

Mi querido amigo:

Me permito enviarle mi título de viaje, con el de mi hija y el de mi hermano, en propias manos de este. Los tres visados de salida son indaecuados para poder trasladarse a Londres en la primera quincena de julio. Ruego tenga la bondad de pedir esos tres visados.

Mi hermano, Pedro Ma., que además es mi Secretario, habrá de hacer próximamente un viaje a Constantinopla, tocando algunos otros países Balkánicos. Si ese visado pudiera servirle para ambos viajes, el de Londres que hará conmigo, y el de los Balkanes que hará solo, estimaría en mucho que nos liberara de la carga de gestionar el visado por medios ordinarios.

Gracias anticipadas y un cordial saludo

111

Paris, 23 de Mayo de 1947

~~Julio de Jauregui~~

Mr. Vasse

Mr. Vasse

Mi distinguido amigo:

Me permito incluirle la nota adjunta relativa a Mme. Veuve Jauregui, madre de mi compañero de Parlamento Don Julio de Jauregui, con el ruego encarecido de que procure obtener para ella la franquicia fronteriza indicada en la propia nota.

Un cordial saludo,

Adj.

19

Don JULIO DE JAUREGUI, Diputado vasco, Miembro de la Diputación Permanente de las Cortes de la República Española, y acreditado en Paris como Corresponsal de Prensa Extranjera;

desea que las Autoridades Francesas concedan a su Sra. madre ISABEL LASANTA, Vda. de Jauregui, que vive en Bilbao -Vizcaya-España- un permiso para poder venir a Francia y pasar 15 días a fin de ver a su hijo y conocer a sus nietos que no conoce. Para ello, teniendo en cuenta que las autoridades franquistas no concederán pasaporte a la madre de dicho Sr. Diputado, se interesa que el Gabinete del Sr. Ministro del Interior, o la Dirección General de Seguridad envíen un telegrama al Comisario ^{la} Especial de/ fronteras de Hendaya, Mr. MORELL autorizándole expresamente a que pueda otorgar un permiso de 15 días a Dña. ISABEL LASANTA en el caso de que esta Sra. se presente en el Puente internacional de Hendaya.-

Don JULIO DE JAUREGUI, Diputado vasco, Miembro de la Diputación Permanente de las Cortes de la República Española, y acreditado en Paris como Corresponsal de Prensa Extranjera;

desea que las Autoridades Francesas concedan a su Sra. madre ISABEL LASANTA, Vda. de Jauregui, que vive en Bilbao -Vizcaya-España- un permiso para poder venir a Francia y pasar 15 días a fin de ver a su hijo y conocer a sus nietos que no conoce. Para ello, teniendo en cuenta que las autoridades franquistas no concederán pasaporte a la madre de dicho Sr. Diputado, se interesa que el Gabinete del Sr. Ministro del Interior, o la Dirección General de Seguridad envíen un telegrama al Comisario Especial de ^{la} fronteras de Hendaya, Mr. MORELL autorizándole expresamente a que pueda otorgar un permiso de 15 días a Dña. ISABEL LASANTA en el caso de que esta Sra. se presente en el Puente internacional de Hendaya.-



Don JULIO DE LAUREGUI, Diputado vasco, Miembro de la Diputación Per-
manente de las Cortes de la República Española, y acreditado en Paris
como Correspondiente de Prensa Extranjera;

deses que las Autoridades Francesas concedan a su Sr. madre ISABELI
IASANTA, Vda. de Lauregui, que vive en Bilbao - Vizcaya - España - un per-
misos para poder venir a Francia y pasar 15 días a fin de ver a su hijo
y conocer a sus nietos que no conoce. Para ello, teniendo en cuenta
que las autoridades francesas no concederán pasaporte a la madre de
dicho Sr. Diputado, se interesa que el Gabinete del Sr. Ministro del
Interior, o la Dirección General de Seguridad envíen un telegrama al
Comisario Especial de Fronteras de Hendaya, ^{la} Mr. MORELL autorizándole
expresamente a que pueda otorgar un permiso de 15 días a Dña. ISABELI
IASANTA en el caso de que esta Sr. se presente en el Puente inter-
nacional de Hendaya. -

Ministère
des
Affaires Etrangères

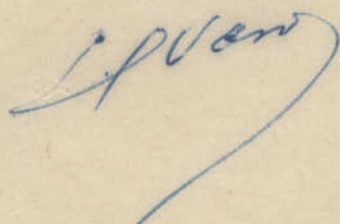
17

Monsieur le Ministre et Cher Ami,

J'ai été très sensible aux amicales félicitations que vous avez bien voulu m'adresser à l'occasion de la naissance de ma fille.

Veillez trouver ici l'expression de mes sincères remerciements.

Je vous prie de croire Monsieur le Ministre et Cher Ami à l'assurance de mes sentiments de haute considération ./.



M. Manuel DE IRUJO
Ministre de la Justice
du Gouvernement Républicain
Espagnol

P.S. - Je profite de cette circonstance pour vous dire que des instructions ont été données par le Ministère de l'Intérieur à la Préfecture des Basses Pyrénées afin que vos deux protégés MM. José Alcoz LARREA et Juan Thalamas LABANDIBAR soient autorisés à séjourner dans le Département précité.

Vasse y Delalande

18

Paris, le 19 avril 1947

Mr. Lionel Vasse
Paris

Mon cher Mr. Vasse,

Je viens d'apprendre la naissance de votre fille. J'espère que Mme. Vasse sera déjà rétablie et que la nouvelle née, sera en parfaite santé. Je vous présente ainsi que Mme. Vasse, mes congratulations bien sincères.

J'ai l'espoir que votre rentrée à Paris aura été heureuse, et que pendant votre voyage vous aurez passé de belles journées.

Veuillez agréer, Monsieur Vasse, mes salutations les plus distinguées.

ABSOLUTAMENTE RESERVADO

PARA COMUNICAR AL SR. ALDASORO

Asuntos: { Paso por la frontera de los enlaces del interior.
{ Venida a Francia de vascos, cuyas familias residen en este país.
{ Estatus del Gobierno de Euzkadi. 19
{ Exención de pago de derechos de aduana del mobiliario de Don Ramón de Aldasoro.

-0-

1.- La Delegación de Euzkadi había solicitado del Ministerio del Interior Francés, la adopción de medidas encaminadas a facilitar el paso por la frontera pirinica de los enlaces del interior. Esta petición fué transmitida por medio de Mr. Vasse, Encargado a la sazón de los asuntos españoles. Se hace mención expresa de facilidades para los agentes de enlace republicanos vascos.

El Sr. Delalande, ha recibido en su calidad de Agente oficioso, cerca del Gobierno republicano, la respuesta correspondiente. El Sr. Delalande tenía orden de guardar esta respuesta en absoluto secreto, comunicándola del modo más reservado, y desde luego verbalmente. En su virtud, ha llamado por teléfono a Don Manuel de Irujo, para que envíe al Quai D'Orsay a su Secretario. La respuesta del Ministerio del Interior que he leído íntegramente, dice así:

El Ministerio del Interior ha recibido por mediación del Sr. Vasse una petición del Gobierno de Euzkadi, para que se faciliten los medios oportunos de paso a los agentes republicanos vascos que cruzan la frontera de los Pirineos y realizan el enlace con la resistencia del interior de España. Este Ministerio había recibido, anteriormente y por otros conductos, peticiones similares y dándose cuenta de esta necesidad y de la conveniencia de facilitar en lo posible el buen desenvolvimiento de la resistencia española, ha acordado dar las órdenes necesarias para el "assupplissement" de las disposiciones vigentes en la materia.

En su virtud, se han dado las órdenes oportunas a la prefectura correspondiente, para que previas las conversaciones necesarias con los Delegados del Gobierno de Euzkadi en Bayona y Pau, la Prefectura facilite los medios necesarios para que el paso por la frontera se realice en mejores condiciones que hasta la fecha.

2.- En cuanto, -continúa la comunicación del Ministerio del Interior- a los familiares que provengan de España y que tengan sus familiares residiendo en los Bajos Pirineos, se proveerá en consecuencia, pero señalando que es absolutamente necesaria que antes de ingresar en Francia los interesados deberán dirigirse al Consulado Francés correspondiente, para obtener la autorización de entrada, requisito éste indispensable para poder entrar en este país.

3.- El Sr. Delalande me ha preguntado a continuación cuál es el Estatuto del Gobierno de Euzkadi y concretamente si los asuntos del Gobierno Vasco han de pasar por los Agentes o representantes del Gobierno Republicano de la Avenida de Foch. Me citó el nombre del Sr. Lion de Petre, como persona designada por los republicanos para entenderse con el Quai D'Orsay.

Le respondí:

Que el Gobierno de Euzkadi tenía un Estatuto propio, que esta personalidad se había ido creando como una consecuencia de la autonomía política del País Vasco. Que con la guerra, y sobre todo durante la emigración, esta situación se había ido confirmando por el trato de tolerancia que las autoridades francesas habían acordado a los

vascos. Que los vascos por su condición de católicos tenían una serie de problemas privados, que siempre habían tratado con plena personalidad. Que además el hecho de la emigración había obligado en la práctica a que los agentes vascos se relacionaran directamente con las autoridades francesas, para resolver las cuestiones propias de la numerosa población vasca refugiada en este país.

Me preguntó a continuación por la existencia de un pasaporte "vasco". Le respondí que en efecto el pasaporte vasco, o mejor dicho carta de identidad vasca, respondía a una necesidad sentida en la emigración. Muchos Gobiernos sudamericanos habían mostrado una cierta reticencia en mantener sus relaciones con los elementos republicanos. Prácticamente el pasaporte de la República no servía para que muchos de los refugiados vascos pudieran dirigirse a esos países. Nuestros emigrantes, naturalmente, no querían realizar sus viajes con el pasaporte franquista, y como solución práctica del dilema, hubo de recurrirse a la emisión de los "Igrobido".

El Sr. Delalande me escuchó muy complacido. Me dijo que se alegraba de conocer estas diferencias o particularidades de los vascos. Que por su parte procurará seguir la misma trayectoria confirmada por las autoridades francesas, pero que naturalmente estas relaciones imbrán de tener un carácter RESERVADO Y ESPECIAL, porque el Sr. Léon de Petro "He sera pas très content".

A continuación me pidió que se guarde en absoluta reserva la respuesta del Ministerio del Interior, que consta en una comunicación dirigida por el Director General del Servicio de Extranjeros, al Sr. Delalande.

4.- Me comunicó haberse resuelto favorablemente la petición de Don Ramón de Aldasoro, para que se exima del pago de los derechos de aduana, la importación de su mobiliario particular, que proviene de Buenos Aires.

El Sr. Delalande me sugirió, que se envíe instrucciones a los Delegados Vascos de Bayona y Pau para que se pongan en relación con la Prefectura, presentándose al Prefecto o a quien corresponda, a fin de poder concretar las bases de tránsito de los Agentes de enlace que cruzan la frontera.

Paris, 10 de abril de 1947

Paris, Le 8 Avril 1947

Mr. J. Delalande
Ministre Plenipotentiaire
35, Quai d'Orsay
Paris

Mon cher Ministre et ami,

Je me permets de vous faire connaître le cas de Messieurs les Abbés Alcoz et Thalamas, tous les deux dernièrement arrivés en France, à travers la frontière des Pyrénées. Il s'agit de deux Prêtres dédiés aux disciplines intellectuelles, très connus chez nous et qui ont été obligé de s'en fuir en France. Leur adresse actuelle est:

Pension "Arintasuna" Ciboure B.P.

D'après les informations que je possède les intéressés ont été avertis de quitter le département de Basses Pyrénées dû au fait qu'ils n'ont pas pu fournir aux Autorités Locales quelque document ou titre de caractère administratif.

Je vous demanderais de vouloir bien me renseigner sur la procédure à suivre afin d'obtenir l'autorisation du séjour de ces deux Prêtres dans le Département de Basses Pyrénées, et s'il vous serait possible de faire quelque démarche ou indication pour qu'on tienne compte de ce cas particulier de deux hommes éminents qui pour continuer leurs études ils serait préférable continuent à vivre dans le dit département, où se trouve les centres de leurs investigations.

Au pied de cette lettre vous trouverez les noms de dits Prêtres:

Je vous remercie d'avance par votre gentillesse et je vous témoigne l'expression de mes sentiments les plus distingués,

Prêtre José Alcoz Larrea - né à Leiza (Nabarre) le 21 Mars 1902
" Juan Thalamas Labandibar, né à Irun (Guipuzcoa) le 26 Avril 1906.

21

Entrevista con el Sr. de Lalande, Ministro Plenipotenciario y enviado de Francia ante el Gobierno de la República.

28 de marzo de 1947

Asunto: Allocation de papier pour la Délégation Basque.

El Sr. de Lalande me manifestó que por esta primera vez me facilitaba bonos equivalentes a la autorización de compra de 500 kgs. de papel, para los servicios de la Delegación Vasca.

Al mismo tiempo me hizo ver un informe del Servicio correspondiente del Quai d'Orsay, en el cual se especifica:

"La quantité de 500 kgs. de papier demandés par la Délégation Basque est excessive. Correspondre exactement aux besoins normaux, pendant trois mois, d'une grande ambassade".

Para el futuro, la Delegación Vasca formulará mensualmente la estimación de sus necesidades, en forma escrita, ajustando esta estimación al minimum estricto e indispensable. Desde luego no puede pensarse en una "allocation" tan importante, ya que el Quai d'Orsay para todos sus servicios y para el servicio de todas las Embajadas y Legaciones establecidas en Paris, no dispone en total más que de 50 Tons. de papel. Si nuestra petición continua siendo tan elevada, los servicios rehusarán, con toda probabilidad el suministrarnos esas cantidades.

El Sr. de Lalande me ha pedido que sin perjuicio de que oportunamente se solicite por escrito la cantidad precisa para el mes de abril, esta tarde le diga de palabra una cantidad aproximada del papel indispensable para el mantenimiento del servicio de la Delegación Vasca.

JD/RS

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LIBERTÉ · ÉGALITÉ · FRATERNITÉ
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PARIS, LE 24 mars 1947

22

Mon cher Ministre et Ami,

Je vous remercie de votre lettre à laquelle j'ai été très sensible. J'ai à peine besoin de vous dire combien je suis heureux de la décision du Quai d'Orsay qui me permet d'avoir ainsi des rapports plus fréquents avec mes amis espagnols.

Vous êtes tout à fait aimable de me faire envoyer le journal "Euzko Deya" ainsi que les différents bulletins de presse.

Je vous remercie également de m'avoir fait parvenir la liste des différents services.

Veillez agréer, mon cher Ministre et Ami, l'expression de mes sentiments bien cordiaux

M. L. L.

Son Excellence
Monsieur Manuel de Irujo
Ministre de la Justice
du Gouvernement de la République espagnole
35 Avenue Foch
P A R I S (16ème)

23

Ministro de Justicia
República Española
=====

Paris, le 22 mars 1947

Monsieur de Lalande
Ministre Plénipotentiaire
35, Quai d'Orsày
Paris

Mon cher ami,

J'ai reçu la plus vive satisfaction en prenant connaissance de votre désignation comme Agent Diplomatique, représentant la France vis-à-vis du Gouvernement de la République Espagnole. Je suis sur, car je connais bien jusqu'à quel point vous avez approfondi la question et les sentiments qui vous animent à l'égard de la République, que votre tâche sera fructueuse et décisive dans la voie du rapprochement effectif de nos pays.

Suivant vos indications, je viens de donner les ordres nécessaires pour que tous les bulletins d'information du Gouvernement Basque soient mis à votre entière disposition. J'espère bien que vous les recevrez punctuellement chaque jour.

Je juge utile de joindre une relation de différents services du Gouvernement Basque, et je vous assure que nous ferons de notre mieux pour vous servir dans toutes les occasions que vous auriez recour à nous.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon amitié et considération la plus distinguée